



SICONDA SESSIONE URDINARIA DI U 2017
RIUNIONE I 21 E 22 SITTEMBRE

2EME SESSION ORDINAIRE DE 2017
REUNION DES 21 ET 22 SEPTEMBRE

N° 2017/O2/054

QUESTION ORALE DEPOSEE PAR LE GROUPE
« LE RASSEMBLEMENT »

OBJET : **GESTION DES DECHETS.**

Monsieur le Président,

Lors de votre accession aux responsabilités, vous disiez faire de la gestion des déchets un dossier prioritaire. La fin de mandature approche, et à ce jour, aucune décision efficace, adéquate et responsable n'est intervenue concernant le traitement.

Pour ce qui est de la collecte, vous avez fixé un taux de recyclage de 60% à l'horizon 2021 lors du vote du plan de mai 2016 sur lequel j'avais émis beaucoup de réserves et vous avais interpellé sur la situation d'urgence. C'était un objectif plus qu'ambitieux, voire présomptueux. Bien sûr que sur le principe tout le monde y souscrit et qu'il faut tendre vers cet objectif. Toutes les collectivités aujourd'hui pratiquent pour le tri à la source, avec ce que cela engendre en terme de coûts de fonctionnement. Je vous avais également interpellé concernant une ligne financière pour venir en aide à ces collectivités (communes et EPCI).

Aujourd'hui, malgré la progression du tri sélectif, les tonnes à enfouir n'ont pas diminué.

Dans les semaines à venir, la Corse se retrouvera une fois de plus avec 20 000 tonnes de déchets qui ne trouvent pas d'exutoire. Vous le savez très bien, Tallone n'ouvrira pas, Prunelli ne veut pas d'augmentation, etc....

Même si Tallone devait ouvrir, le coût de la tonne passerait à 230 euros, contre 180 aujourd'hui, soit 50 euros de plus. Qui les assumerait ?

Les arrêtés préfectoraux d'extension comme celui délivré à Tallone pour une nouvelle durée de 3 ans ne changent rien au fond du problème. Nous sommes chaque année, au mois d'octobre, dans l'ornière. Qu'en est-il des nouveaux centres d'enfouissement techniques prévus dans le Plan (PPGDND) ?

Je tiens à vous rappeler que les délais d'ouverture d'un CET, dans les meilleurs conditions possibles, sont a minima de 4 ans. Face à la situation actuelle, que devons-nous faire ? Sommes-nous condamnés à exporter nos ordures ménagères au tarif moyen de 250 euros la tonne ?

Que ce soit à l'époque de l'élaboration du PIEDMA dans l'opposition puis maintenant à l'exécutif, vous avez exclu la réalisation et même la réflexion sur des infrastructures pérennes alternatives à l'enfouissement pour des raisons idéologiques et militantes. Pourtant, trouvez-vous que l'enfouissement soit la meilleure solution d'un point de vue environnemental ? Que laissons-nous aux générations futures dans des communes comme Tallone, Prunelli, Viggianello ou Vico, si ce n'est des tonnes d'ordures enfouies qu'il faudra des siècles à dégrader ?

Aujourd'hui nous sommes dans l'attente de votre accord concernant les Centres de Tri et de Valorisation. La CAPA a un projet clef en main. Deux années se sont écoulées, et nous n'avons toujours pas officialisé la convention Etat / OEC / CAPA / Syvadec. Quelle décision comptez-vous prendre à ce sujet ?

Je vous remercie pour vos réponses.